



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 04 juillet 2016 (5^{ème} séance)

Délibération n° COM 2016-07-05/45

OBJET : Création d'un service commun « Santé Sécurité au Travail »

L'an deux mille seize, le quatre juillet à 19h46, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Morne-A-L'Eau sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-quatre (24)

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, Mme DELORD Jocelyne, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HILL Joseph, Mme JASMIN Victoire, Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MANETTE Sandra, M. MARCEL Edmond, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, Mme OUJAGIR Nadia, Mme RAMASSAMY Yvelle, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Un (1)

M. ROUX Harry, à M. ANZALA Jean

CONSEILLERS EXCUSES : Un (1)

M. BARDAIL Jean

CONSEILLERS ABSENTS : Dix (10)

Mme ARMOUGON Betty, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BERNARD Jean-Luc, M. DONA-ERIE Alfred, M. HERMIN Georges, M. HUBERT Jean-Marie, Mme GUILLAUME Stella, Mme LAUG Carol, M. MANICOM Grégory, M. MITEL Florent

A été élu secrétaire de séance : M. FRANCFORT Philipson.

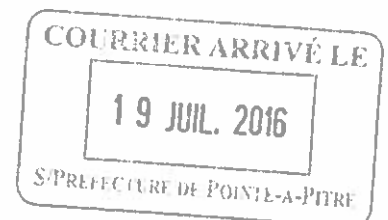
Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment en son article L5211-4-2 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu la délibération n° COM 2015-12-07/92 en date du 28 décembre 2015, approuvant le projet de schéma de mutualisation après avis des organes délibérants des communes membres.

Vu les statuts de la CANGT ;



Considérant que les élus ont validé la création d'un service commun santé sécurité au travail entre la CANGT' et l'ensemble des communes membres.

Considérant que la création de ce service commun vise à mutualiser à la fois les moyens humains, logistiques et techniques pour améliorer la qualité du service en matière de santé sécurité au travail et harmoniser les pratiques à l'échelle du territoire intercommunal.

Considérant que le service sera placé auprès de la CANGT' qui en assurera la gestion et l'organisation dans les conditions fixées dans le projet de convention joint en annexe.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la création du service commun « santé sécurité au travail » après avis des comités techniques, entre l'ensemble des communes membres et la CANGT', à compter du 1^{er} septembre 2016.

ARTICLE 2 : D'autoriser la Présidente à signer la convention précisant les modalités de création, de fonctionnement, de financement de ce service commun ainsi que les modalités de remboursement par les communes membres.

ARTICLE 3 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



La Présidente,

Gabrielle LOUIS-CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-l'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.